

Menaces d'assassinats imminents contre les militants kurdes. La France doit impérativement agir !

Le 16 février 2021, à peine deux mois après le 8^e anniversaire du triple assassinat des militantes kurdes, surviennent des aveux effrayants faits par l'ancien chef du Département des renseignements généraux de l'armée turque.

Lors d'une émission sur la chaîne de télévision CNN Türk, ayant pour sujet l'échec d'une opération militaire qui a abouti à la mort de 13 agents de l'État turc détenus par le PKK depuis 2016 dans la région de Garê, au Sud-Kurdistan, Ismail Hakki Pekin, ancien chef du renseignement militaire turc, s'est exprimé sur la nécessité de changer de stratégie dans la lutte contre le PKK.

« ...Ils (le PKK) ont aussi des éléments en Europe. Nous devons faire quelque chose contre leurs éléments en Europe. Cela a déjà été fait à Paris », a dit Ismail Hakki Pekin lors de l'émission télévisée diffusée en direct.

Répondant aux questions d'un journaliste le contactant par téléphone, le lendemain de son intervention télévisée, Ismail Hakki Pekin a déclaré : « ...Je pense que ce sont les services de renseignements turcs qui ont commis les assassinats à Paris et ils ont bien fait... ».

Les aveux explicites du lieutenant-général turc viennent confirmer nos déclarations concernant les cellules dormantes des services de renseignements turcs en Europe, notamment en France.

Avec ces aveux, d'une part, Ismail Hakki Pekin reconnaît ouvertement la responsabilité des services de renseignement turcs (MIT) dans l'affaire du triple assassinat des militantes kurdes à Paris le 9 janvier 2013, et d'autre part, il divulgue un nouveau concept confidentiel visant l'assassinat de dirigeants kurdes en Europe.

Il est urgent que les États européens, en particulier la France, prennent la mesure de cette menace terroriste imminente de l'État turc contre les dirigeants kurdes en Europe.

Les services de renseignement français doivent impérativement intervenir, avant qu'il ne soit trop tard, pour démanteler les réseaux en question, afin de prévenir de nouveaux assassinats de militants kurdes en France et ailleurs en Europe.

Le gouvernement français doit lever le secret défense dans l'affaire du triple assassinat afin de mettre à la disposition des autorités judiciaires tous les éléments concernant l'implication du MIT.

Conseil Démocratique Kurde en France
16 rue d'Enghien, 75 010 Paris, 09.52.51.09.34, info@c

par [Ara Toranian](#) le dimanche 21 février 2021, © armenews.com 2021